



ARRETE MUNICIPAL N° A2022.874

Portant déclaration de location-gérance de l'autorisation de stationnement de taxi n° 2258

Monsieur Alexandre DA COSTA

Gestion indirecte

LE MAIRE DE LA VILLE DE VERSAILLES

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2213-33 ;

Vu le code des transports ;

Vu le code du commerce, notamment les articles L144-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2014-1104 du 1er octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur ;

Vu le décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRE-11-077 du 25 février 2011 (modifié) portant réglementation de la profession de taxi dans les Yvelines ;

Vu l'arrêté municipal du 17 juillet 1972 portant réglementation locale des taxis ;

Vu l'arrêté municipal n° A2011/868 du 6 juin 2011 (modifié) portant sur le nombre de taxis autorisés à stationner sur le territoire de la commune de Versailles à compter du 1er juillet 2011 ;

Vu l'arrêté municipal n° A2016/564 du 19 avril 2016 (modifié) portant sur la réglementation locale des taxis prise en application du décret n° 2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes ;

Vu l'arrêté municipal n° 2022.257 du 17 février 2022 portant renouvellement de l'autorisation de stationnement n° 2258 ;

Vu l'arrêté municipal n° A2022.1330 du 7 juillet 2022 portant délégations de fonctions et de signatures aux élus de la Ville de Versailles – Mandature 2020-2026 ;

Vu la convention du 9 juin 2011 (modifiée) relative au service commun de taxis de Versailles, Le Chesnay-Rocquencourt, Buc, Les Loges-en-Josas et Toussus-le-Noble ;

Vu la demande de location-gérance reçue le 23 juin 2022 ;

Considérant que Monsieur Alexandre DA COSTA remplit les conditions pour concéder en location-gérance l'autorisation de stationnement dont il est titulaire,

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Alexandre DA COSTA est autorisé à exploiter en location-gérance l'autorisation de stationnement n° 2258 à compter du 15 juillet 2022 à 00h00 sur le territoire de la commune de Versailles.

Article 2 :

Cette autorisation est valable jusqu'au 14 juillet 2027 à minuit. La demande de renouvellement de la présente autorisation devra être effectuée au moins trois mois avant le terme de sa durée de validité par tout moyen d'en accuser réception auprès du Maire (direction de la sécurité).

Article 3 :

Le titulaire de l'autorisation de stationnement devra informer préalablement le Maire (direction de la sécurité) de tout changement affectant le mode d'exploitation de la présente autorisation.

Article 4 :

Le véhicule autorisé est de marque MERCEDES BENZ, immatriculé FM-166-WS. Tout changement de véhicule devra immédiatement être porté à la connaissance du Maire (direction de la sécurité).

Article 5 :

Le locataire-gérant du véhicule devra être titulaire de la carte professionnelle de conducteur de taxi en cours de validité.

Article 6 :

Le locataire-gérant a la qualité de commerçant. Il est soumis à toutes les obligations qui en découlent. Le locataire-gérant doit s'immatriculer au répertoire des métiers.

Article 7 :

Le titulaire de l'autorisation de stationnement tient un registre contenant les informations relatives au numéro de carte professionnelle du conducteur et à l'état civil du locataire-gérant. Ce registre est communiqué à tout moment, sur leur demande, aux agents chargés des contrôles.

Article 8 :

L'arrêté municipal n° 2022.257 du 17 février 2022, susmentionné, est abrogé.

Article 9 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Maire de Versailles. Le recours gracieux prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant deux mois valant décision implicite de rejet).

Article 10 :

Monsieur le Directeur général des services de la Ville, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations des Yvelines et Monsieur le Commissaire divisionnaire, Chef de la circonscription d'agglomération de Versailles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux intéressés et au Préfet des Yvelines (bureau de la réglementation générale).